

4 Économie

Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab)

Serge Ruffin Okana désormais aux commandes



Le nouveau directeur général, Serge Ruffin Okana, recevant les dossiers trouvés sur la table des Caistab.



La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs cadres des Caistab.

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Serge Ruffin Okana a pris ses fonctions à la tête de la direction générale des Caisses de stabilisation et de péréquation hier, lors d'une cérémonie supervisée par la secrétaire générale du ministère de l'Économie, Édith Oyouomi.

LE nouveau directeur général des Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab) a officiellement été installé hier. Serge Ruffin Okana, le promu, a reçu ses nouvelles charges devant les membres de sa famille et ses nouveaux collaborateurs.

"Je travaillerai de manière ardue et avec le concours de toutes les parties prenantes de cette entreprise, pour perpétuer un climat de justice d'amour, de travail bien fait, de sérénité, pour que nous puissions ensemble faire que cette maison continue de jouer son rôle dans le développement économique de notre pays", a dit d'emblée le directeur général entrant. Une déclaration qui résonne comme une promesse de fidélité et d'efficacité. Le promu compte, en effet, attaquer les chantiers des réformes nécessaires pour une plus grande visibilité de la Caistab sur la scène internationale. Pour lui, ce challenge



Photo de famille à la fin de la passation des charges.

est un engagement important car, il peut avoir un impact positif dans la vie des opérateurs de la filière café-cacao, ainsi que dans le quotidien des populations. Il compte augmenter la production nationale avec la création de plantations supplémentaires et des techniques de développement durable, qui permettront aux produits de la Caistab d'avoir une place

sur les différents marchés. Après sept mois d'exercice à la direction générale de l'entreprise, Luther Steeven Abounga Yangui a rassuré que la situation financière de l'établissement est stable et saine pour mener les chantiers engagés à leur terme. Durant son passage, il semble avoir su maintenir un climat serein, grâce à une gestion basée sur le dialogue.

Il a ainsi mis en place le comité d'animation du dialogue social, qui a permis d'échanger en permanence avec ses collaborateurs. En très peu de temps, il avait réussi à ouvrir un certain nombre de chantiers relatifs aux situations administratives, aux plans de carrière, au reclassement... "Toutes ces actions ont impacté positivement les ressources humaines,

en reconnaissant à chaque employé sa valeur et en permettant à chaque talent de mettre ses compétences au service de l'entité", a affirmé Luther Steeven Abounga Yangui, durant son intervention. Se tournant vers son remplaçant, il a rassuré de laisser entre ses mains un personnel motivé pour l'accomplissement de sa tâche.

Conjoncture 1er semestre 2019

Manganèse : 3 millions de tonnes produites

MSM
Libreville/Gabon

Sur le plan financier, les ventes de minerais et d'agglomérés de manganèse ont généré un chiffre d'affaires stable à 363 milliards de FCFA

GRÂCE à la hausse de la production mondiale d'acier de carbone, principal débouché du minerai de manganèse, et aux bonnes perfor-

mances réalisées sur les différents gisements, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 26,1 % pour s'établir à 3,04 millions de tonnes. D'après la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale, les exportations et les ventes ont suivi la même tendance haussière respectivement de 6,7 % et 4,5 %. Sur le plan financier, les ventes de minerais et d'agglomérés de



Production de manganèse en hausse de 26,1 % au 1er semestre 2019.

manganèse ont généré un chiffre d'affaires stable à 363 milliards de FCFA, malgré le repli des cours mondiaux du minerai de manganèse de 12,9 % en moyenne au premier semestre 2019 (6,4 USD/dmtu) par rapport à ceux de 2018 (7,35 USD/dmtu). Au niveau de l'emploi, les effectifs ont augmenté de 28,5 % à 2 403 agents permanents, représentant une masse salariale de 30 milliards de FCFA.

Brèves

Cameroun/Le Turc Paksan Tekstil Sanayii veut planter 5 000 hectares de maïs dans l'Adamaoua

Dans une correspondance, datée du 27 septembre 2019 et révélée par le trihebdomadaire régional *L'œil du Sahel*, le ministre camerounais de l'Agriculture, Gabriel Mbairobe, autorise la mise à disposition à Wassande, dans la région de l'Adamaoua, d'une superficie de 5 000 hectares au profit de la société turque Paksan Tekstil Sanayii. Ces terres, apprend-on de la même source, serviront à l'implémentation d'un projet de production du maïs à l'échelle industrielle. Selon les prescriptions ministérielles, les investissements devant permettre la mise en valeur dudit site et la production industrielle du maïs sur "au moins 500 hectares de terres", pour un début, devront être effectifs "au plus tard en 2020".

Nigeria/Le secteur agricole a reçu 4 % des prêts bancaires au second trimestre 2019

Au Nigeria, l'agriculture peine toujours à attirer les financements bancaires. D'après les données du Bureau national des statistiques (NBS), le secteur n'a mobilisé que 636 milliards de nairas (environ 1 000 milliards de francs), soit 4,2 % de tous les prêts bancaires sur le second trimestre de l'année. Ce montant marque une stagnation par rapport à l'année dernière à la même période et une légère baisse comparative au premier trimestre (638 milliards de nairas). Pour certains observateurs, cette faible enveloppe reste révélatrice de la difficulté de l'exécutif, à susciter un véritable engouement autour du secteur agricole en dépit des nombreuses initiatives. Parmi celles-ci, figure le lancement en novembre 2015 du "Anchor Borrower programme" qui vise à booster les prêts aux agriculteurs par la Banque centrale (CBN).

Niger/Le Japon accorde plus de 7 milliards de dons pour les secteurs agricole et alimentaire

Deux échanges de notes d'une valeur de 7,5 milliards de francs, en faveur de l'Office national des aménagements hydro-agricoles (ONAHA) et du secteur alimentaire, ont été signés, la semaine écoulée, entre le Niger et le Japon. Le premier accord va permettre le renforcement des capacités de l'ONAHA pour un montant de 6 milliards de francs environ. Il va, entre autres, consister en l'acquisition des machines dont des excavatrices hydrauliques, bulldozers, tracteurs et camions-citernes à eau pour des travaux de génie civil ainsi que des équipements et pièces de rechange. Quant au second, il représente un appui alimentaire d'un montant de 1,5 milliard.

Rassemblées par W.N.